

Overwegende dat die beslissing is genomen op een tijdstip waarop duidelijk blijkt dat geen andere oplossing kon worden gevonden;

Gelet op het advies 43.279/2 van de Raad van State, gegeven op 27 juni 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van Hoofdstuk VI van Titel III van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode kan, zonder vacantverklaring en voor een eenmalig hernieuwbare periode van maximum zes maanden, een betrekking van rang A3 door aanwijzing toegekend worden voor de uitoefening van hogere functies tussen 1 mei en 1 december 2007.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2007.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3427

[2007/202474]

6 JUILLET 2007. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 25bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations du service public dans le marché du gaz, notamment l'article 29bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, tel que modifié par les arrêtés ministériels des 30 mai 2006, 29 décembre 2006 et 24 janvier 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 février 2007

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 2007;

Vu que le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2007 à l'exception de l'article 23 qui produit ses effets au 1^{er} mars 2006 et que par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 4, 5, d), 6, c), 17, c), 18, d), 19 et 21, c) du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2007, en ce qu'ils établissent l'exigence d'accès réglementé à une profession, de même que l'article 8, a) en ce qu'il établit une condition restrictive au bénéfice de la prime relative à la ventilation avec récupération de chaleur, pour les personnes physiques; que cette dérogation est nécessaire au regard du principe de non-rétroactivité des dispositions comportant des charges ou obligations nouvelles dans le chef des destinataires de la norme;

Vu que l'entrée rétroactive des autres dispositions est nécessitée par le souci de faire correspondre au plus près la date d'approbation par le Gouvernement des modifications apportées au plan d'actions 2005-2007 et la mise en œuvre de ces mesures; ce rapprochement de ces deux dates est justifié pour éviter aux bénéficiaires de ces primes tout décalage entre l'information transmise par la presse des régimes octroyés et le régime effectif en place;

Vu qu'un tel décalage serait nuisible au point de vue du souci de transparence et de simplification administrative;

Vu l'avis 42.921/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, sont apportées les modifications suivantes :

« 3^o "habitation" : le terme "normalement" est supprimé;

4^o "maison unifamiliale" : la disposition est complétée comme suit : "ainsi que de tout type de superposition de locaux appartenant à des logements distincts" ».

Art. 2. L'alinéa 1^{er}, premier tiret de l'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante rédigée comme suit : "Le niveau d'isolation thermique globale K de l'habitation est inférieur ou égal à 45 ou le niveau des besoins en énergie de chauffage par mètre carré de plancher chauffé est inférieur ou égal à la valeur Be max correspondant au niveau K 45, calculée selon la méthode définie dans les annexes 36 à 39 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Cette valeur Be max 45 est de 372 MJ par m² de plancher chauffé et par an pour une compacité volumique de l'habitation $V/A_T = 1$ m."

Art. 3. Dans le Titre II, chapitre 1^{er}, section 1^{re}, du même arrêté, il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Dans les limites des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime de € 3.500 pour la construction d'une maison unifamiliale neuve répondant aux critères "maison passive", à savoir :

— le coefficient de transmission thermique U des parois est inférieur à 0,15 W/m²K, le coefficient de transmission thermique Uw des fenêtres, calculé pour l'ensemble châssis, vitrage et intercalaire, est inférieur à 0,8 W/m²K, le coefficient de transmission thermique linéique des ponts thermiques ψ est inférieur à 0,01 W/mK. Les coefficients de transmission thermique sont calculés suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda;

— la perméabilité à l'air du bâtiment est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de $n50 < 0,6$ h⁻¹ conformément à la norme NBN EN 13829;

— la maison est équipée d'une ventilation du type "système de ventilation mécanique contrôlée D" avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant, répondant aux critères suivants :

- * l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;
 - * l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;
 - * l'installateur doit mesurer, *in situ*, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation;
 - * la consommation d'électricité du ventilateur doit être inférieure ou égale à 0,4Wh/m³ d'air acheminé;
- le facteur solaire g des vitrages doit être supérieur à 0,5 calculé suivant la norme NBN EN 410 : 1998;

— la demande annuelle en chauffage est inférieure à 15 kWh/m² an calculé, soit suivant la procédure PHPP, dernière version ((Passivhaus Projektierungs Paket), soit suivant la méthode PEB (Performance Énergétique des Bâtiments définie à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement flamand établissant des exigences en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments du 11 mars 2005, publié au *Moniteur belge* du 17 juin 2005, pp. 27691 à 27792;

— la maison est équipée de protections solaires excepté s'il est démontré qu'elles ne sont pas nécessaires.

Cette prime ne peut être cumulée avec la prime visée à l'article 3 du présent arrêté ».

Art. 4. Le § 4 de l'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les installations visées aux §§ 1^{er} et 2 sont réalisées par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur en chauffage central. Les installations visées au § 3 sont réalisées par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur sanitaire et de plomberie. De plus, les installations visées aux §§ 1^{er} à 3 sont soit réalisées par un entrepreneur gaz naturel habilité, soit réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- a) au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 3, le montant "75 %" est remplacé par le montant "50 %";
- b) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "lorsque les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, sont inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an" sont remplacés par les mots : "le niveau des besoins en énergie de chauffage par mètre carré de plancher chauffé est inférieur ou égal à la valeur Be max correspondant au niveau K 45, calculée selon la méthode définie dans les annexes 36 à 39 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Cette valeur Be max 45 est de 372 MJ par m² de plancher chauffé et par an pour une compacité volumique de l'habitation $V/A_T = 1 \text{ m.}^3$ ";
- c) le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :
« Par habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation et une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire ou à une pompe à chaleur combinée »;
- d) Le § 2 est complété par l'alinéa suivant : "L'installation est réalisée par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur en chauffage central";
- e) Au § 3, le montant "75 %" est remplacé par le montant "50 %".

Art. 6. L'article 5bis du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 30 mai 2006, ont apporté les modifications suivantes :

- a) au § 2, les mots "au projet de norme pr_" sont remplacés par les mots "à la norme NBN" et les mots "suivant le projet de norme pr_" sont remplacés par les mots "suivant la norme NBN";
- b) le § 3 est remplacé par la disposition suivante :
« § 3. 1° Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à chargement manuel ou autorisant les deux modes d'alimentation satisfaisant à la norme NBN EN 12809, dont la puissance est comprise entre 5 et 50 kW et le rendement thermique est supérieur à 75 % suivant cette norme;
2° une prime de € 1.500 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 14785 dont la puissance est inférieure à 50 kW, le rendement thermique supérieur à 75 % calculé suivant la norme NBN EN 14785 et les émissions de CO à 13 % d'O₂ dans les fumées inférieures à 0,04 % à puissance nominale et 0,06 % à charge partielle;";
- c) Il est ajouté un § 6 rédigé comme suit : "§ 6. Les installations visées aux §§ 3 et 4 sont réalisées par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur en chauffage central".

Art. 7. Les deuxième et troisième alinéas du § 1^{er} de l'article 6 du même arrêté sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'audit doit être réalisé par un architecte, un ingénieur-architecte ou un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de l'A.G.W. du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime s'élève à 60 % du montant de la facture T.V.A. comprise (ou de la note d'honoraires) et est plafonnée à € 360 par audit. »

Art. 8. A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- a) à l'alinéa 1^{er}, le terme "neuve" est ajouté après le terme "habitation";
- b) l'alinéa 1^{er}, premier tiret est remplacé par la disposition suivante rédigée comme suit :
« Le niveau d'isolation thermique globale K de l'habitation est inférieur ou égal à 45 ou le niveau des besoins en énergie de chauffage par mètre carré de plancher chauffé est inférieur ou égal à la valeur Be max correspondant au niveau K 45, calculée selon la méthode définie dans les annexes 36 à 39 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Cette valeur Be max 45 est de 372 MJ par m² de plancher chauffé et par an pour une compacité volumique de l'habitation $V/A_T = 1 \text{ m.}^3$ »;

c) l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante : "Sauf si elle répond aux critères techniques déterminés à l'article 3bis du présent arrêté, l'habitation ne peut être équipée d'un système de chauffage électrique; une pompe à chaleur répondant aux conditions techniques définies pour l'octroi de la prime visée à l'article 5, § 1^{er} ou intégrée dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation "Construire avec l'énergie" n'est pas considérée comme un chauffage de type électrique;"

Art. 9. A l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 4 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 4. En ce qui concerne les primes visées à l'article 3, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;

2° soit si le demandeur s'est engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie", de l'attestation établie par la Région wallonne dans le cadre de l'action "Construire avec l'énergie" accompagnée de ses annexes;

3° soit si le demandeur ne s'est pas engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie" ou ne dispose pas de l'attestation "Construire avec l'énergie" délivrée par la Région wallonne, d'une attestation établie par l'architecte indiquant la date de réception provisoire de l'habitation ainsi que la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be accompagnées des documents suivants :

- le formulaire de calcul du coefficient renseigné;
- un document décrivant les parois de l'habitation;
- une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé;
- une copie des plans et des coupes du logement;

b) l'article 8 du même arrêté est complété par un § 5 rédigé comme suit :

« § 5 : En ce qui concerne la prime visée à l'article 3bis, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;

2° d'un rapport des mesures réalisées, *in situ*, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

3° du rapport du test de la perméabilité à l'air du logement réalisé conformément à la norme NBN EN 13829, dénommé test "blowerdoor";

4° du document indiquant les données ayant servi au calcul et ses résultats concernant la demande annuelle en chauffage du logement;

5° soit si le demandeur s'est engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie", de l'attestation établie par la Région wallonne dans le cadre de l'action "Construire avec l'énergie" accompagnée de ses annexes;

6° soit si le demandeur ne s'est pas engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie" ou ne dispose pas de l'attestation "Construire avec l'énergie" délivrée par la Région wallonne, d'une attestation établie par l'architecte indiquant la date de réception provisoire de l'habitation ainsi que la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be accompagnée des documents suivants :

— un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique de l'habitation et le calcul des coefficients U (ou *k*) et ψ ainsi que le facteur solaire des vitrages *g*;

- une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;
- une note décrivant le système de ventilation installé.

Toutes les informations énumérées ci-dessus seront établies conformément aux normes en vigueur, et en particulier celles mentionnées à l'article 3bis.

Art. 10. a) A l'article 9 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes : au § 1^{er}, alinéa 1^{er} les mots "sur le territoire duquel l'investissement est réalisé" sont ajoutés après les mots suivants "du gestionnaire de réseau de distribution gaz";

b) Le troisième tiret du § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« — pour les primes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 3 si le demandeur s'est engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie", le dossier comprend également l'attestation "Construire avec l'énergie" accompagnée de ses annexes, délivrée par la Région wallonne; si le demandeur ne s'est pas engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie" ou ne dispose pas de l'attestation "Construire avec l'énergie" délivrée par la Région wallonne, le dossier comprend également les documents suivants :

* une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé;

* une attestation établie par l'architecte indiquant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be; cette attestation est accompagnée du formulaire de calcul du coefficient renseigné et d'un document décrivant les parois de l'habitation;

* une copie des plans et des coupes du logement »;

c) le quatrième tiret du § 2 est supprimé.

Art. 11. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. En ce qui concerne les primes visées à l'article 7, le dossier introduit par le demandeur à l'administration est constitué :

— du formulaire disponible auprès de l'administration, dûment complété;

* de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisées sur laquelle est mentionnée l'adresse de l'habitation où ont été effectués les travaux;

* d'un rapport des mesures réalisées, *in situ*, par l'installateur, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

* si le demandeur s'est engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie", le dossier comprend également l'attestation "Construire avec l'énergie" accompagnée de ses annexes, délivrée par la Région wallonne;

— si le demandeur ne s'est pas engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie" ou ne dispose pas de l'attestation "Construire avec l'énergie" délivrée par la Région wallonne, le dossier comprend également les documents suivants :

* une attestation établie par l'architecte indiquant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be; cette attestation est accompagnée du formulaire de calcul du coefficient renseigné et d'un document décrivant les parois de l'habitation;

* une copie des plans et des coupes du logement.

Art. 12. A l'article 13 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le § 6^{ter}, les termes "au projet de norme pr_" sont remplacés par "à la norme NBN" et les termes "suivant le projet de norme pr_" sont remplacés par les termes "suivant la norme NBN";

b) Le § 6^{quater} est remplacé par la disposition suivante :

« § 6^{quater}. 1° Une prime de € 250 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à chargement manuel ou autorisant les deux modes d'alimentation satisfaisant à la norme NBN EN 12809, dont la puissance est comprise entre 5 et 50 kW et le rendement thermique est supérieur à 75 % suivant cette norme;

2° une prime de € 1.500 est octroyée à l'installation d'un poêle chaudière à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 14785 dont la puissance est inférieure à 50 kW, le rendement thermique supérieur à 75 % calculé suivant la norme NBN EN 14785 et les émissions de CO à 13 % d'O₂ dans les fumées inférieures à 0,04 % à puissance nominale et 0,06 % à charge partielle;»;

a) le 3^e alinéa du § 6^{sexies} est remplacé par la disposition suivante : "La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture.";

b) dans le § 7 les termes "les besoins en énergie de chauffage, niveau Be, sont inférieurs à 375 MJ par m² de plancher chauffé par an" sont remplacés par les termes suivants : "le niveau des besoins en énergie de chauffage par mètre carré de plancher chauffé sera inférieur ou égal à la valeur Be max correspondant au niveau K 45, calculée selon la méthode définie dans les annexes 36 à 39 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine. Cette valeur Be max 45 est de 372 MJ par m² de plancher chauffé et par an pour une compacité volumique de l'habitation V/A_T = 1 m.";

c) au § 7, alinéa 4, les termes "Annexe I^{er}" sont remplacés par les termes "Annexe I";

d) le premier alinéa du § 10 est complété par les mots "ou encore par le chauffage au mazout";

e) il est inséré un § 12 rédigé comme suit : "L'installation des appareils de chauffage doit être justifiée par les besoins en chauffage du bâtiment."

Art. 13. Au § 5 de l'article 15 du même arrêté les mots "l'article 17" sont remplacés par "l'article 18".

Art. 14. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Les primes octroyées en vertu de l'article 18 (ne sont pas cumulables) avec la prime octroyée dans le cadre du programme AMURE. »

Art. 15. Le second alinéa du § 1^{er} de l'article 18 du même arrêté est complété par la phrase suivante : "Lorsque l'immeuble comprend au moins 30 % de surface destinée au logement, l'audit peut également être réalisé par un architecte, un ingénieur-architecte ou un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de l'A.G.W. du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement".

Art. 16. L'alinéa 1^{er}, premier tiret de l'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante rédigée comme suit : "Le niveau d'isolation thermique globale K de l'habitation est inférieur ou égal à 45 ou le niveau des besoins en énergie de chauffage par mètre carré de plancher chauffé est inférieur ou égal à la valeur Be max correspondant au niveau K 45, calculée selon la méthode définie dans les annexes 36 à 39 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Cette valeur Be max 45 est de 372 MJ par m² de plancher chauffé et par an pour une compacité volumique de l'habitation V/A_T = 1 m."

Art. 17. L'article 22 de même arrêté est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots "sur le territoire duquel l'investissement est réalisé" sont ajoutés après les mots suivants "son gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz";

b) au premier tiret, les mots "sur le territoire duquel l'investissement est réalisé" sont ajoutés après les mots suivants "gestionnaire de réseau de distribution";

c) le sixième tiret est complété par les termes suivants : "ces installations sont réalisées par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession correspondante."

Art. 18. A l'article 23 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au troisième tiret, les mots "l'installation visée au § 7, alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "les installations visées au § 7, alinéa 1^{er} et alinéa 5";

b) au troisième tiret, les mots ", ainsi que d'une copie des plans et des coupes du logement." sont ajoutés après les mots "décrivant les parois de l'habitation";

c) le quatrième tiret est supprimé;

d) il est ajouté un septième tiret rédigé comme suit : "Les installations visées aux §§ 6^{quater}, 6^{quinquies}, 6^{sexies} sont réalisées par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur en chauffage central".

Art. 19. A l'article 24, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit : "L'installation de chauffage des logements est réalisée par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur en chauffage central."

Art. 20. Au cinquième tiret de l'article 29 du même arrêté, les mots "délivrée par l'administration de la commune ou le logement est situé" sont supprimés.

Art. 21. L'article 30 du même arrêté est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots "sur le territoire duquel l'investissement est réalisé" sont ajoutés après les mots suivants "du gestionnaire de réseau de distribution gaz";

b) à l'alinéa 1^{er}, premier tiret, les mots "sur le territoire duquel l'investissement est réalisé" sont ajoutés après les mots suivants "du gestionnaire de réseau de distribution";

c) le quatrième tiret est complété par les mots suivants : "Les installations sont réalisées par un entrepreneur disposant de l'accès réglementé à la profession d'installateur sanitaire et de plomberie."

Art. 22. A l'article 32 du même arrêté, les mots "à l'article 2 du Règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001" sont remplacés par les mots "à l'article 2 du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006".

Art. 23. A l'article 33 du même arrêté, les mots "ou la date de délivrance de l'attestation "Construire avec l'énergie" sont ajoutés à la seconde phrase, *in fine*.

Art. 24. A l'article 34, la deuxième phrase est remplacée par la phrase suivante : « Cet avis mentionne la période endéans laquelle les primes restent éligibles sur base des dates de la facture, de la réception provisoire ou de la délivrance de l'attestation "Construire avec l'énergie" visées à l'article 33. »

Art. 25. L'article 37 du même arrêté est modifié comme suit :

a) Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour les primes visées au Titre II à l'exception des primes visées à l'article 3, à l'article 3^{bis}, à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 3 et à l'article 7, le demandeur a un délai de trois mois prenant cours à la date de la facture pour introduire son dossier auprès de son gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire duquel l'investissement est réalisé ou auprès de l'administration, selon le cas.

Pour les primes visées aux articles 3 et 3^{bis} du présent arrêté, le délai de trois mois prend cours à la date de la réception provisoire de l'habitation ou de la délivrance de l'attestation "Construire avec l'énergie" si le demandeur s'est engagé dans cette action.

Pour les primes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, ainsi qu'à l'article 7 du présent arrêté ministériel, le dossier doit être introduit en même temps que le dossier portant sur la prime visée à l'article 3 ou 3^{bis} du présent arrêté.

Pour les primes visées au Titre III, le demandeur a un délai de six mois, prenant cours à la date de la facture, pour introduire son dossier auprès de son gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire duquel l'investissement est réalisé ou auprès de l'administration, selon le cas. Par dérogation, pour la prime visée à l'article 19 de l'arrêté ministériel, ce délai prend cours à la date de la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme UREBA;

b) Au § 2, alinéa 2, les mots "Le défaut de notification dans le délai de trente jours ouvrables de l'ensemble des compléments demandés entraîne la clôture du dossier." sont insérés après les mots "le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour les notifier.";

c) il est inséré dans le § 2 un quatrième alinéa rédigé comme suit : "Par dérogation à l'alinéa précédent, si l'administration est dans l'impossibilité de procéder au calcul de la prime, elle notifie, par courrier, au demandeur, les éléments manquants nécessaires à ce calcul. Le demandeur dispose d'un délai de quarante-cinq jours ouvrables pour les notifier. A défaut de transmission des données demandées ou en cas de transmission incomplète des données, le dossier est clôturé";

d) Au dernier alinéa du § 2, les mots "ou, selon le cas, par le gestionnaire de réseau de distribution." sont ajoutés *in fine*;

e) Dans le § 3 :

— les mots "et Titre III" sont ajoutés après les mots "Titre II";

— le second alinéa est supprimé. »

Art. 26. A l'article 38 du même arrêté, les termes "Annexe I^{er}" sont remplacés par les termes "Annexe I".

Art. 27. A l'annexe I du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- a) l'intitulé "Annexe I^{re}" devient "Annexe I";
 b) dans le point 1.b. "rejet d'énergie", les mots "300 litres" sont remplacés par "150 litres";
 c) dans le point 1.d. les performances minimales, les termes suivants sont insérés après les termes "l'installation PAC ECS doit présenter, pour les conditions suivantes" :

"Pompe à chaleur AIRstat - eau chaude sanitaire :

COP minimum = 2,5 pour :

- une température d'air extérieur de 0 °C;
- une température d'eau chaude en sortie du condenseur de 45 °C".

d) dans le point 2.c. "performances minimales des pompes à chaleur" :

1. la catégorie "pompe à chaleur SOLfl - SOLfl" est complétée par la disposition suivante :

« Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse. »;

2. les dispositions de la catégorie "pompe à chaleur SOLeau gl - SOLfl" sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pompe à chaleur SOLfl-SOLeau

COP min= 3,5 pour :

- une température d'évaporation de - 7 °C;
- une température d'eau chaude en sortie de condenseur de 35 °C.

Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse;

3. la catégorie "pompe à chaleur AIRstat - SOLeau" est complétée par la disposition suivante :

"Dans le cas d'une utilisation d'un compresseur deux vitesses ou à modulation de vitesse, cette valeur peut être atteinte en mi-vitesse.";

e) dans le point 3 "pompe à chaleur combinée chauffage de l'habitation - eau chaude sanitaire" sont insérés les termes suivants après "pour les conditions suivantes" :

"Fonction Pompe à chaleur AIRstat - eau chaude sanitaire :

COP minimum = 2,5 pour :

- une température d'air extérieur de 0 °C;
- une température d'eau chaude en sortie du condenseur de 45 °C ».

Art. 28. Au titre III du même arrêté, l'intitulé du premier chapitre est rectifié comme suit : les termes "Chapitre III. — Actions éligibles" sont remplacés par les termes "Chapitre I^{er}. — Actions éligibles".

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2007 à l'exception de l'article 27 qui produit ses effets au 1^{er} mars 2006.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 4, 5, d), 6, c), 17, c), 18, d), 19 et 21, c) du présent arrêté, en ce qu'ils établissent l'exigence d'accès réglementé à une profession, ainsi que l'article 8, a), entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Namur le 6 juillet 2007.

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3427

[2007/202474]

6. JULI 2007 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 25bis, Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere des Artikels 29bis, Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 30. Mai 2006, vom 29. Dezember 2006 und vom 24. Januar 2007;

Aufgrund des am 14. Februar 2007 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. Februar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Tatsache, dass der vorliegende Erlass am 1. März 2007 in Kraft tritt, mit Ausnahme des Artikels 23, der am 1. März 2006 wirksam wird, und dass in Abweichung des vorherigen Absatzes die Artikel 4, 5, d), 6, c), 17, c), 18, d), 19 und 21, c) des vorliegenden Erlasses, dadurch dass sie die Verpflichtung in Bezug auf den zulassungspflichtigen Zugang zu einem Beruf festsetzen, am 1. November 2007 in Kraft treten, so wie Artikel 8 a), dadurch dass er eine beschränkende Bedingung für die Gewährung der Prämie bezüglich der Belüftung mit Rückgewinnung der Wärme für die natürlichen Personen festsetzt; dass diese Abweichung im Hinblick auf das Prinzip der Nichtrückwirkung der Bestimmungen, die neue Belastungen bzw. Verpflichtungen für die der Norm unterzogenen Personen enthalten, notwendig ist;

Aufgrund dessen, dass das rückwirkende Inkrafttreten der anderen Bestimmungen durch das Bestreben begründet ist, das Datum der Verabschiedung durch die Regierung der am Aktionsplan 2005-2007 vorgenommenen Abänderungen mit der Durchführung dieser Maßnahmen möglichst genau übereinstimmen zu lassen; das Zusammenbringen dieser beiden Daten soll vermeiden, dass die Bezugsberechtigten dieser Prämien mit einer Zeitverschiebung zwischen der durch die Presse über die gewährten Regelungen verbreiteten Information und der tatsächlichen bestehenden Regelung konfrontiert werden;

Aufgrund dessen, dass eine solche Zeitverschiebung im Hinblick auf das Bestreben um Transparenz und administrative Vereinfachung schädlich wäre;

Aufgrund des am 21. Mai 2007 in Anwendung des Artikels 84 Absatz § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 42.921/4 des Staatsrats,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt abgeändert:

«3° "Wohnung": das Wort "normalerweise" wird gestrichen;

4° "Einfamilienhaus": die Bestimmung wird mit folgendem Wortlaut ergänzt: "sowie jeder Form von übereinander liegenden Räumlichkeiten, die getrennten Wohnungen angehören" ».

Art. 2 - Im selben Erlass wird der Artikel 3 Absatz 1 erster Strich durch folgende Bestimmung ersetzt: «Die globale Wärmedämmung K der Wohnung liegt bei höchstens 45 oder der Heizenergiebedarf pro beheizten Bodenquadratmeter beträgt höchstens den dem Niveau K 45 entsprechenden Wert Be_{max} , berechnet nach der in den Anlagen 36 bis 39 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bestimmten Methode. Dieser Wert Be_{max} 45 entspricht 372 MJ pro beheizten Bodenquadratmeter und pro Jahr für eine Volumendichte der Wohnung $V/A_T = 1 \text{ m}^3$.»

Art. 3 - In Titel II, Kapitel I, Abschnitt 1 desselben Erlasses wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *3bis* - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie in Höhe von € 3.500 für den Bau eines neuen Einfamilienhaus erhalten, das den folgenden Kriterien für ein "Passivhaus" entspricht:

— der Wärmeleitkoeffizient U der Wände bleibt unter $0,15 \text{ W/m}^2\text{K}$, der Wärmeleitkoeffizient U_w der Fenster, für das Gefüge Rahmen, Fensterscheibe und Zwischenteil, bleibt unter $0,8 \text{ W/m}^2\text{K}$, der lineare Wärmeleitkoeffizient der Wärmebrücken ψ bleibt unter $0,01 \text{ W/mK}$. Die Wärmeleitkoeffizienten werden gemäß der Norm NBN B 62-002 und ihren Ergänzungen gerechnet.

- die Luftdurchlässigkeit des Gebäudes wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Ventilators getestet und der Erneuerungssatz der Luft muss $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ gemäß der Norm NBN EN 13829 betragen;

- das Haus ist mit einer Belüftung der Art "kontrolliertes, mechanisches Belüftungssystem D" mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers ausgestattet, der folgenden Kriterien entspricht:

* das gesamte, installierte Belüftungssystem muss den Anforderungen der Norm NBN D 50 001 entsprechen;

* der Wärmetauscher muss einen Mindestwirkungsgrad von 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;

* der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um die angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten;

* der Stromverbrauch des Ventilators darf höchstens $0,4 \text{ Wh/m}^3$ bewegter Luft betragen;

— der Sonnenfaktor g der Fensterscheiben muss höher als 0,5 sein, gerechnet nach der Norm NBN EN 410: 1998;

— der jährliche Heizbedarf bleibt unter 15 kWh/m^2 Jahr, gerechnet entweder gemäß dem "PHPP-Verfahren", letztere Fassung (Passivhaus Projektierungs-Paket) oder gemäß der Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von Gebäuden, die in der Anlage 1 zum am 17. Juni 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlass der Flämischen Regierung vom 11. März 2005 zur Festsetzung von Anforderungen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima der Gebäude bestimmt wird;

— das Haus ist mit Sonnenschutzvorrichtungen versehen, es sei denn, es ist bewiesen, dass sie nicht notwendig sind.

Diese Prämie darf nicht zugleich mit der in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämie bezogen werden.»

Art. 4 - Artikel 4 § 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die in den §§ 1 und 2 erwähnten Anlagen werden von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Zentralheizungsinstallateur verfügt. Die in § 3 erwähnten Anlagen werden von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Sanitärinstallateur oder Klempner verfügt. Die in §§ 1 bis 3 erwähnten Anlagen müssen entweder von einem zugelassenen Erdgasinstallateur installiert oder durch eine für die Kontrolle der mit Erdgas betriebenen Innenanlagen zugelassene Einrichtung abgenommen werden.»

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

a) in § 1 Absätze 1, 2 und 3 wird der Betrag "75%" durch den Betrag "50%" ersetzt;

b) in § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "wenn der Bedarf an Heizenergie, Niveau Be , kleiner als 375 MJ pro m^2 beheizter Fußboden pro Jahr ist" durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "das Niveau des Bedarfs an Heizenergie pro beheizten Bodenquadratmeter beträgt höchstens den dem Niveau K 45 entsprechenden Wert Be_{max} , gerechnet nach der in den Anlagen 36 bis 39 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bestimmten Methode. Dieser Wert Be_{max} 45 entspricht 372 MJ pro beheizten Bodenquadratmeter und pro Jahr für eine Volumendichte der Wohnung $V/A_T = 1 \text{ m}^3$.".

c) § 1 wird um folgenden Absatz ergänzt:

„Pro Wohnung sind die Prämien auf eine Wärmepumpe zum Heizen der Wohnung und eine Wärmepumpe zur Produktion von Brauchwarmwasser oder auch auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt“;

d) § 2 wird um folgenden Absatz ergänzt: „Die Anlage wird von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Zentralheizungsinstallateur verfügt“;

e) In § 3 wird der Betrag „75%“ durch den Betrag „50%“ ersetzt».

Art. 6 - Art. 5bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Ministerialerlass vom 30. Mai 2006, wird folgendermaßen abgeändert:

a) in § 2 wird der Wortlaut „dem Normentwurf pr_“ durch den Wortlaut „der Norm NBN“ und der Wortlaut „nach dem Normentwurf pr_“ durch den Wortlaut „nach der Norm NBN“ ersetzt;

b) § 3 wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

„§ 3. 1° Eine Prämie in Höhe von € 250 wird für die Installation eines Kesselofens mit manueller Beschickung oder mit den beiden Beschickungsarten gewährt, der der Norm NBN EN 12809 genügt und dessen Leistung zwischen 5 und 50 kW liegt und dessen thermischer Wirkungsgrad höher als 75% nach dieser Norm liegt;

2° eine Prämie in Höhe von € 1.500 wird für die Installation eines Kesselofens mit ausschließlicher automatischer Beschickung gewährt, der der Norm NBN EN 14785 genügt, dessen Leistung unter 50 kW liegt, dessen thermischer Wirkungsgrad höher als 75% nach der Norm NBN EN 14785 liegt und dessen CO-Emissionen bei 13% O₂ in dem Rauch unter 0,04% bei Nennleistung und 0,06% bei Teilbelastung liegen;“;

c) Ein § 6 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: „§ 6 - Die in den §§ 3 und 4 erwähnten Anlagen werden von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Zentralheizungsinstallateur verfügt“.

Art. 7 - Der zweite und der dritte Absatz des § 1 von Artikel 6 desselben Erlasses werden durch folgende Absätze ersetzt:

«Die Bilanz muss von einem Architekten, einem Ingenieur-Architekten oder einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energiebilanzen im Wohnungsbereich im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Begutachter erstellt werden.

Die Prämie beträgt 60% des Betrags der Rechnung MwSt einbegriffen (oder der Honorarrechnung) und ist auf € 360 pro Bilanz begrenzt.»

Art. 8 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

a) in Absatz 1 wird das Wort „neuen“ vor „Wohnung“ eingefügt;

b) Absatz 1, erster Strich wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Die Gesamtwärmedämmung K der Wohnung liegt bei höchstens 45 oder der Heizenergiebedarf pro geheizten Bodenquadratmeter beträgt höchstens den dem Niveau K 45 entsprechenden Wert Be max, gerechnet nach der in den Anlagen 36 bis 39 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bestimmten Methode. Dieser Wert Be max 45 entspricht 372 MJ pro beheizten Bodenquadratmeter und pro Jahr für eine Volumendichte der Wohnung $V/A_T = 1$ m.»;

c) Absatz 1 zweiter Strich wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

„Außer wenn sie den in Artikel 3bis des vorliegenden Erlasses bestimmten Kriterien genügt, darf die Wohnung nicht mit einem elektrischen Heizsystem ausgerüstet werden; eine Wärmepumpe, die den für die Gewährung der in Artikel 5 § 1 erwähnten Prämie bestimmten Bedingungen genügt oder die in einer neuen Wohnung integriert ist, für die die Bescheinigung „Construire avec l'énergie“ erteilt worden ist, wird nicht als elektrisches Heizsystem betrachtet;

Art. 9 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

a) § 4 wird durch folgenden § ersetzt:

„§ 4 - Bei den in Artikel 3 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

1° dem bei der Verwaltung verfügbaren, ordnungsgemäß ausgefüllten Prämienantragsformular;

2° entweder: der durch die Wallonische Region im Rahmen der Aktion „Construire avec l'énergie“ ausgestellten Bescheinigung mit deren Anlagen, wenn der Antragsteller sich der Operation „Construire avec l'énergie“ angeschlossen hat;

3° oder: einer vom Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der das Datum der vorläufigen Abnahme der Wohnung und der Wert der Gesamtwärmedämmung K oder des Energiebedarfs Be angegeben sind und der folgende Dokumente beigefügt sind, wenn der Antragsteller sich nicht der Operation „Construire avec l'énergie“ angeschlossen hat oder nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung „Construire avec l'énergie“ verfügt;

— das Formular in Bezug auf die Berechnung des angegebenen Koeffizienten;

— ein die Wände der Wohnung beschreibendes Dokument;

— eine Note des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird; eine Kopie der Pläne und Schnittzeichnungen der Wohnung;

b) Artikel 8 desselben Dekrets wird mit einem § 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 5 - Bei der in Artikel 3bis genannten Prämie besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

1° dem bei der Verwaltung verfügbaren, ordnungsgemäß ausgefüllten Formular;

2° einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur durchgeführten Messungen des Belüftungssystems und der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

3° dem Bericht des Tests bezüglich der Luftdurchlässigkeit der Wohnung, der gemäß der Norm NBN EN 13829 durchgeführt worden ist und „blowerdoor“-Test genannt wird;

4° dem Dokument, in dem die Daten, die zur Berechnung gedient haben, und die Ergebnisse dieser Berechnung in Bezug auf den jährlichen Heizbedarf der Wohnung angegeben werden;

5° entweder: der durch die Wallonische Region im Rahmen der Aktion "Construire avec l'énergie" ausgestellten Bescheinigung mit deren Anlagen, wenn der Antragsteller sich der Operation "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat;

6° oder: einer vom Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der das Datum der vorläufigen Abnahme der Wohnung und der Wert der Gesamtwärmedämmung K oder des Energiebedarfs Be angegeben sind und der folgende Dokumente beigefügt sind, wenn der Antragsteller sich nicht der Operation "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat oder nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügt

— einem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder k) und ψ sowie den Sonnenfaktor der Fensterscheiben anführenden Dokument;

— einer Kopie der Pläne aller Niveaus und der Schnittzeichnungen der Wohnung;

— einer Note, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

Alle oben aufgelisteten Informationen werden gemäß den geltenden Normen erarbeitet, ganz besonders diejenigen, die in Artikel 3bis erwähnt werden.

Art. 10 - a) In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht: in § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird" nach dem Wortlaut "des Betreibers des Gasversorgungsnetzes" hinzugefügt;

b) Der dritte Strich von § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

°° - für die in Artikel 5 § 1 Absatz 1 und Absatz 3 erwähnten Prämien enthält die Akte ebenfalls die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" und ihre Anlagen, wenn der Antragsteller sich der Operation "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat; hat er sich nicht der Operation "Construire avec l'énergie" angeschlossen oder verfügt er nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie", so muss die Akte ebenfalls folgende Dokumente enthalten:

* eine Note des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird;

* eine durch den Architekten ausgestellte Bescheinigung, in der Wert der Gesamtwärmedämmung K oder des Energiebedarfs Be angegeben ist; dieser Bescheinigung werden das Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten und ein die Wände der Wohnung beschreibendes Dokument beigefügt;

* eine Kopie der Pläne aller Niveaus und der Schnittzeichnungen der Wohnung";

c) der vierte Strich von § 2 wird gestrichen.

Art. 11 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Bei den in Artikel 7 genannten Prämien besteht die vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereichte Antragsakte aus:

— dem bei der Verwaltung verfügbaren, ordnungsgemäß ausgefüllten Formular;

* dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen und Leistungen, auf der die Anschrift der Wohnung, wo die Arbeiten durchgeführt worden sind, angegeben ist;

* einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur durchgeführten Messungen, der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

* wenn der Antragsteller sich der Operation "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat, enthält die Akte ebenfalls die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" und ihre beiden Anlagen;

— wenn der Antragsteller sich nicht der Operation "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat oder nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügt, enthält die Akte ebenfalls folgende Dokumente:

* eine durch den Architekten ausgestellte Bescheinigung, in der Wert der Gesamtwärmedämmung K oder des Energiebedarfs Be angegeben ist; dieser Bescheinigung werden das Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten und ein die Wände der Wohnung beschreibendes Dokument beigefügt;

* eine Kopie der Pläne und der Schnittzeichnungen der Wohnung.

Art. 12 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

a) In § 6ter wird der Wortlaut "dem Normentwurf pr_{r} " durch den Wortlaut "der Norm NBN" und der Wortlaut "nach dem Normentwurf pr_{r} " durch den Wortlaut "nach der Norm NBN" ersetzt;

b) Der Paragraph 6quater wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«§ 6quater - 1° Eine Prämie in Höhe von € 250 wird für die Installierung eines Kesselofens mit manueller Beschickung oder mit den beiden Beschickungsarten gewährt, der der Norm NBN EN 12809 genügt und dessen Leistung zwischen 5 und 50 kW liegt und dessen thermischer Wirkungsgrad höher als 75% nach dieser Norm liegt;

2° eine Prämie in Höhe von € 1.500 wird für die Installierung eines Kesselofens mit ausschließlicher automatischer Beschickung gewährt, der der Norm NBN EN 14785 genügt, dessen Leistung unter 50 kW liegt, dessen thermischer Wirkungsgrad höher als 75% nach der Norm NBN EN 14785 liegt und dessen CO-Emissionen bei 13% O₂ in dem Rauch unter 0,04% bei Nennleistung und 0,06% bei Teilbelastung liegen;»

a) Der 3. Absatz von § 6sexies wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt: "Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt.»;

b) In § 7 Absatz 1 wird der Wortlaut "der Bedarf an Heizenergie, Niveau Be , kleiner als 375 MJ pro m² beheizter Fußboden pro Jahr ist" durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "das Niveau des Bedarfs an Heizenergie pro beheizten Bodenquadratmeter wird höchstens den dem Niveau K 45 entsprechenden Wert Be max betragen, gerechnet nach der in den Anlagen 36 bis 39 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bestimmten Methode. Dieser Wert Be max 45 entspricht 372 MJ pro beheizten Bodenquadratmeter und pro Jahr für eine Volumendichte der Wohnung $V/A_T = 1$ m"

c) In § 7 Absatz 4 (der französischen Fassung) wird der Wortlaut "Annexe I^{re}" durch den Wortlaut "Annexe I" ersetzt.

d) im ersten Absatz von § 10 wird der Wortlaut "oder auch eine Ölheizung" zwischen das Wort "Heizung" und das Wort "gewährt" eingefügt;

e) ein Paragraph 12 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "Das Installieren von Heizgeräten muss durch den Heizbedarf des Gebäudes begründet sein."

Art. 13 - In § 5 von Artikel 15 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 17" durch den Wortlaut "Artikel 18" ersetzt.

Art. 14 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 17 - Die auf der Grundlage von Artikel 18 gewährten Prämien (sind nicht kumulierbar) mit der im Rahmen des AMURE-Programms gewährten Prämie.»

Art. 15 - Der zweite Absatz von § 1 von Artikel 18 desselben Erlasses wird um folgenden Satz ergänzt: "Wenn die Fläche des Gebäudes zu wenigstens 30% zu Wohnzwecken bestimmt ist, kann die Bilanz ebenfalls von einem Architekten, einem Ingenieur-Architekten oder einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energiebilanzen im Wohnungsbereich im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Begutachter erstellt werden.»

Art. 16 - Absatz 1 erster Strich von Artikel 20 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «Die Gesamtwärmedämmung K der Wohnung liegt bei höchstens 45 oder der Heizenergiebedarf pro geheizten Bodenquadratmeter beträgt höchstens den dem Niveau K 45 entsprechenden Wert Be_{max} , gerechnet nach der in den Anlagen 36 bis 39 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bestimmten Methode. Dieser Wert Be_{max} 45 entspricht 372 MJ pro beheizten Bodenquadratmeter und pro Jahr für eine Volumendichte der Wohnung $V/A_T = 1$ m.»

Art. 17 - Artikel 22 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) im ersten Absatz wird der Wortlaut "auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird" nach dem Wortlaut "dem Strom- bzw. Gasversorger" hinzugefügt;

b) beim ersten Strich wird der Wortlaut "auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird" nach dem Wortlaut "Betreiber des Versorgungsnetzes" hinzugefügt;

c) der sechste Strich wird um folgenden Wortlaut ergänzt: "diese Anlagen werden von einem Unternehmer installiert, der über die entsprechende berufliche Zulassung verfügt."

Art. 18 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

a) beim dritten Strich wird der Wortlaut "die in § 7 Absatz 1 erwähnte Anlage" durch den Wortlaut "die in § 7 Absatz 1 und Absatz 5 erwähnten Anlagen" ersetzt;

b) beim dritten Strich wird der Wortlaut "sowie eine Kopie der Pläne und der Schnittzeichnungen der Wohnung" nach dem Wortlaut "die Wände der Wohnung beschreibendes Dokument" hinzugefügt;

c) der vierte Strich wird gestrichen;

d) ein siebter Strich mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "Die in den §§ 6^{quater}, 6^{quinquies}, 6^{sexies} erwähnten Anlagen werden von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Zentralheizungsinstallateur verfügt".

Art. 19 - In Artikel 24 wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Heizungsanlage der Wohnungen wird von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Zentralheizungsinstallateur verfügt".

Art. 20 - Beim fünften Strich von Artikel 29 desselben Erlasses wird der Wortlaut "die von der Verwaltung der Gemeinde, in der die Wohnung gelegen ist, ausgestellt worden ist" gestrichen.

Art. 21 - Artikel 30 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

a) im ersten Absatz wird der Wortlaut "auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird" nach dem Wortlaut "des Betreibers des Gasversorgungsnetzes" hinzugefügt;

b) in Absatz 1 wird beim ersten Strich der Wortlaut "auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird" nach dem Wortlaut "des Betreibers des Versorgungsnetzes" hinzugefügt;

c) der vierte Strich wird um folgenden Wortlaut ergänzt: "Die Anlagen werden von einem Unternehmer installiert, der über die berufliche Zulassung als Sanitärinstallateur oder Klempner verfügt.»

Art. 22 - In Artikel 32 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001" durch den Wortlaut "in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006" ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 33 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder das Datum der Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie".» am Ende des zweiten Satzes hinzugefügt.

Art. 24 - In Artikel 34 wird der zweite Satz durch den folgenden Satz ersetzt: «In diesem Gutachten wird der Zeitraum angegeben, innerhalb dessen die Prämien auf der Grundlage der Daten der Rechnung, der vorläufigen Abnahme oder der Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie", die in Artikel 33 erwähnt werden, noch gewährt werden können.»

Art. 25 - Artikel 37 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

a) § 1 wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Für die in Titel II erwähnten Prämien mit Ausnahme der in Artikel 3 in Artikel 3^{bis}, in Artikel 5 § 1 Absatz 1 und Absatz 3 und in Artikel 7 erwähnten Prämien verfügt der Antragsteller über eine Frist von drei Monaten ab dem Datum der Rechnung, um seine Antragsakte je nach Fall beim Betreiber des Versorgungsnetzes, auf dessen Gebiet die Investition getätigt worden ist, oder bei der Verwaltung einzureichen.

Für die in den Artikeln 3 und 3^{bis} des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien läuft die Frist von drei Monaten ab dem Datum der vorläufigen Abnahme der Wohnung oder der Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie", wenn der Antragsteller sich dieser Aktion angeschlossen hat.

Für die in Artikel 5 § 1 Absätze 1 und 3 sowie in Artikel 7 des vorliegenden Ministerialerlasses erwähnten Prämien muss die Akte zur gleichen Zeit wie die die in Artikel 3 oder 3bis des vorliegenden Erlasses erwähnte Prämie betreffenden Akte eingereicht werden.

Für die in Titel III erwähnten Prämien verfügt der Antragsteller über eine Frist von sechs Monaten ab dem Datum der Rechnung, um seine Antragsakte je nach Fall beim Betreiber des Versorgungsnetzes, auf dessen Gebiet die Investition getätigt worden ist, oder bei der Verwaltung einzureichen. In Abweichung davon und was die in Artikel 19 des Ministerialerlasses betrifft, läuft diese Frist ab dem Datum der Zustellung der Gewährung des im Rahmen des UREBA-Programms erhaltenen Zuschusses.

b) In § 2 Absatz 2 wird der Wortlaut "In Ermangelung einer Zustellung der gesamten angeforderten Dokumente innerhalb der Frist von dreißig Werktagen wird die Akte folglich abgeschlossen." nach dem Wortlaut "über 30 Werktage, um sie zuzustellen." hinzugefügt.

c) In § 2 wird ein vierter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "In Abweichung vom vorigen Absatz und wenn die Verwaltung nicht in der Lage ist, die Prämie zu berechnen, teilt sie dem Antragsteller die für diese Berechnung notwendigen fehlenden Elemente brieflich mit. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 45 Werktagen um sie zuzustellen. In Ermangelung der Übermittlung der angeforderten Daten oder im Fall einer unvollständigen Übermittlung der Daten wird die Akte abgeschlossen";

d) Im letzten Absatz von § 2 wird der Wortlaut "oder je nach Fall vom Betreiber des Versorgungsnetzes" am Ende hinzugefügt.

e) In Absatz 3:

— wird der Wortlaut "und Titel III" nach dem Wortlaut "Titel II" hinzugefügt;

— wird der zweite Absatz gestrichen.

Art. 26 - In Artikel 38 wird in der französischen Fassung der Wortlaut "Annexe I^{er}" durch den Wortlaut "Annexe I" ersetzt.

Art. 27 - In der Anlage I zum selben Erlass werden folgende Abänderungen angebracht:

a) in der französischen Fassung wird aus der Überschrift "Annexe I^{er}" die Überschrift "Annexe I";

b) In Punkt 1.b. "Energieabgabe" wird der Wortlaut "300 l" durch den Wortlaut "150 l" ersetzt;

c) in Punkt 1.d. "Mindestleistungsdaten" wird der folgende Wortlaut nach dem Wortlaut "Die WP/BWB-Anlage hat einen minimalen Leistungskoeffizienten von 2,5 unter den folgenden Bedingungen:" hinzugefügt:

«Wärmepumpe LUFTstat. - Brauchwarmwasser:

minimaler Leistungskoeffizient - 2,5 bei:

- einer Außenlufttemperatur von 0°C;

- einer Warmwassertemperatur von 45°C am Ausgang des Kondensators".

d) In Punkt 2.c. "Mindestleistungen der Wärmepumpen":

1. wird die Kategorie "BODEN Fl. - Boden Fl.» um folgende Bestimmung ergänzt:

«Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.»;

2. die Bestimmungen der Kategorie "Wärmepumpe BODENWasser Gl. - BODEN Fl." werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Wärmepumpe BODEN Fl.-BODEN Wasser

minimaler Leistungskoeffizient - 3,5 für:

— eine Verdampfungstemperatur von - 7°C;

— einer Warmwassertemperatur von 35°C am Ausgang des Kondensators.

Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.;

3. Kategorie "Wärmepumpe LUFT stat. - Boden Wasser" wird um folgende Bestimmung ergänzt:

"Im Rahmen der Benutzung eines Kompressors mit 2 Geschwindigkeiten oder mit einer Geschwindigkeitsmodulation kann dieser Wert mit der halben Geschwindigkeit erreicht werden.»;

e) in Punkt 3 "gekoppelte Wärmepumpe zum Heizen der Wohnung und des Brauchwassers" wird nach dem Wortlaut "die folgenden Bestimmungen" folgender Wortlaut hinzugefügt:

"Funktion Wärmepumpe LUFT stat. - Brauchwarmwasser:

minimaler Leistungskoeffizient = 2,5 bei:

- einer Außenlufttemperatur von 0°C;

- einer Warmwassertemperatur von 45°C am Ausgang des Kondensators".

Art. 28 - In Titel III desselben Erlasses wird die Überschrift des ersten Kapitels folgendermaßen abgeändert: der Wortlaut "Kapitel III — Förderfähige Aktionen" wird durch den Wortlaut "Kapitel I - Förderfähige Aktionen" ersetzt.

Art. 29 - Mit Ausnahme des Artikels 27 der am 1. März 2006 wirksam wird, tritt der vorliegende Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorigen Absatz treten die Artikel 4, 5, d), 6, c), 17, c), 18, d), 19 und 21, c), der vorliegenden Erlasses, dadurch dass sie die Verpflichtung in Bezug auf den zulassungspflichtigen Zugang zu einem Beruf festsetzen, sowie Artikel 8 a), am 1. November 2007 in Kraft.

Namur, den 6. Juli 2007

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3427

[2007/202474]

**6 JULI 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 april 2005
betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning
van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik**

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25bis, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29bis, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, zoals gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 30 mei 2006, 29 december 2006 en 24 januari 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 februari 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2007;

Overwegende dat dit besluit in werking treedt op 1 maart 2007, met uitzondering van artikel 23, dat uitwerking heeft op 1 maart 2006, en dat de artikelen 4, 5, d), 6, c), 17, c), 18, d), 19 en 21, c) van dit besluit in afwijking van het vorige lid in werking treden op 1 november 2007 daar ze voorzien in de vereiste inzake de geregementeerde toegang tot een beroep, net zoals artikel 8, a), dat voorziet in een restrictieve voorwaarde inzake het voordeel van de premie voor ventilatie met warmteterugwinning, wat de natuurlijke personen betreft; dat deze afwijking nodig is op grond van het beginsel van niet terugwerkende kracht van de bepalingen die nieuwe lasten of verplichtingen aan de bestemmingen van de norm opleggen;

Overwegende dat de inwerkingtreding met terugwerkende kracht van de overige bepalingen noodzakelijk is om de datum waarop de Regering de in het actieplan 2005-2007 aangebrachte wijzigingen goedkeurt zoveel mogelijk te laten overeenstemmen met die van de tenuitvoerlegging van deze maatregelen; de overeenstemming van beide data wordt gerechtvaardigd om de begunstigen van deze premies elk tijdsverschil te besparen tussen de door de pers verstrekte informatie over de toegekende stelsels en het bestaande stelsel;

Overwegende dat een dergelijk tijdsverschil nadelig zou zijn voor de doorzichtigheid en de administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 42.921/4 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 3^o "woning" : het woord "normaal" wordt geschrapt;

4^o "eengezinswoning" : de bepaling wordt aangevuld als volgt : "alsook elk type opeenstapeling van lokalen die deel uitmaken van verschillende woningen" ».

Art. 2. Het eerste lid, eerste streepje, van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45 of minder of het niveau van de verwarmingsenergiebehoefte per m² verwarmde vloer is lager dan of gelijk aan de waarde Be max die overeenstemt met het niveau K 45, berekend volgens de methode omschreven in de bijlagen 36 tot 39 bij het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium." Deze waarde Be max 45 bedraagt 372 MJ per m² verwarmde vloer en per jaar voor een volumieke dichtheid van de woning V/A_T = 1 m. »

Art. 3. In Titel II, hoofdstuk I, afdeling 1, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3bis. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de aanvrager een premie van € 3.500 verkrijgen voor de bouw van een nieuwe eengezinswoning die voldoet aan de criteria "passieve woning", met name :

— de thermische transmissiecoëfficiënt U van de wanden is kleiner dan 0,15 W/m²K, de thermische transmissiecoëfficiënt Uw van de ramen, berekend voor het geheel kozijn, beglazing en tussenschot is kleiner dan 0,8 W/m²K, de lineïeke thermische transmissiecoëfficiënt van de thermische bruggen ψ is kleiner dan 0,01W/mK. De thermische transmissiecoëfficiënten worden berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de desbetreffende addenda;

— de luchtdichtheid van het gebouw wordt getest door luchtdrukregeling met ventilator en het luchtverversingspercentage moet gelijk zijn aan n50 < 0,6 h⁻¹ overeenkomstig de norm NBN EN 13829;

— de woning is uitgerust met een ventilatie van het type "gecontroleerd mechanisch ventilatiesysteem D" met warmteterugwinning via een warmtewisselaar tegen de stroom in die voldoet aan de volgende criteria :

* het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;

* de thermische wisselaar heeft overeenkomstig de norm NBN EN 308 een minimumrendement van 85 %;

* de installateur meet *in situ* de debieten aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de gepaste regeling van de installatie te garanderen;

* het stroomverbruik van de ventilator is lager dan of gelijk aan 0,4Wh/m³ aangevoerde lucht;

— de zonnefactor g van de beglazing, berekend volgens de norm NBN EN 410 : 1998, is hoger dan 0,5;

— de jaarlijkse verwarmingsvraag is kleiner dan 15 kWh/m², berekend, hetzij volgens de procedure PHPP, laatste versie (Passivhaus Projektierungs Paket), hetzij volgens de methode PEB (omschreven in bijlage 1 bij het besluit van de Vlaamse Regering van 11 mars 2005 tot vaststelling van de eisen op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2005, pp. 27691 tot 27792;

— De woning is uitgerust met zonnebeschermingen, behalve als bewezen wordt dat ze niet noodzakelijk zijn.

Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premie bedoeld in artikel 3 van dit besluit. »

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt § 4 vervangen als volgt :

« De installaties bedoeld in de §§ 1 en 2 worden uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de gereglementeerde toegang tot het beroep van centraleverwarmingsinstallateur. De installaties bedoeld in § 3 worden uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de gereglementeerde toegang tot het beroep van sanitairinstallateur en loodgieter. Bovendien worden de installaties bedoeld in de §§ 1 tot 3 uitgevoerd hetzij door een ondernemer erkend voor aardgas, hetzij door een instelling geaccrediteerd voor de controle op binneninstallaties die op aardgas werken. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste, tweede en derde lid, wordt het percentage "75 %" vervangen door het percentage "50 %";

b) in § 1, eerste lid, worden de woorden "wanneer de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, lager zijn dan 375 MJ per m² verwarmde vloer per jaar" vervangen door de woorden : "het niveau van de behoeften aan verwarmingsenergie per m² verwarmde vloer is lager dan of gelijk aan de waarde Be max die overeenstemt met het niveau K 45, berekend volgens de methode omschreven in de bijlagen 36 tot 39 bij het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. Deze waarde Be max 45 bedraagt 372 MJ per m² verwarmde vloer en per jaar voor een volumieke dichtheid van de woning $V/A_T = 1 \text{ m}^2\text{d}$;

c) § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« Per woning worden de premies beperkt tot een warmtepomp voor de verwarming van de woning en een warmtepomp voor de productie van het sanitaire warmwater of tot een gecombineerde warmtepomp »;

d) § 2 wordt aangevuld met volgend lid : "De installatie wordt uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de gereglementeerde toegang tot het beroep van centraleverwarmingsinstallateur";

e) in § 3 wordt het percentage "75 %" vervangen door het percentage "50 %" ».

Art. 6. In artikel 5bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 30 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 worden de woorden "aan de projectnorm pr_" vervangen door de woorden "aan de norm NBN" en worden de woorden "volgens de projectnorm pr_" vervangen door de woorden "volgens de norm NBN";

b) § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. 1^o er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met manuele lading of die beide voedingssystemen toelaat, waarbij die verwarmingskachel aan de norm NBN EN 12809 voldoet, een vermogen van 5 tot 50 kW heeft en een thermisch rendement hoger dan 75 % , overeenkomstig die norm;

2^o er wordt een premie van euro € 1.500 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met uitsluitend automatische voeding die aan de norm NBN EN 14785 voldoet, waarbij het vermogen van die kachel kleiner is dan 50 kW, het volgens de norm NBN EN 14785 berekend thermisch rendement groter dan 75 % en de CO-uitstoot met 13 % O₂ in rookgassen kleiner dan 0,04 % qua nominaal vermogen en 0,06 % qua gedeeltelijke last; »;

c) er wordt een § 6 toegevoegd, luidend als volgt : "De installaties bedoeld in de §§ 1 en 3 worden uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de gereglementeerde toegang tot het beroep van centraleverwarmingsinstallateur".

Art. 7. Het tweede en het derde lid van § 1 van artikel 6 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

"De audit wordt uitgevoerd door een architect, een ingenieur-architect of een auditeur die door het Waalse Gewest erkend is voor het uitvoeren van energieaudits in de huisvestingssector, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van het factuurbedrag, incl. BTW, (of van de ereloonnota) en is niet hoger dan € 360 per audit. »

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt het woord "nieuwe" vóór het woord "woning" ingevoegd;

b) het eerste lid, eerste streepje, wordt vervangen als volgt :

« Het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45 of minder of het niveau van de verwarmingsenergiebehoefte per m² verwarmde vloer is lager dan of gelijk aan de waarde Be max die overeenstemt met het niveau K 45, berekend volgens de methode omschreven in de bijlagen 36 tot 39 bij het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. Deze waarde Be max 45 bedraagt 37 MJ per m² verwarmde vloer en per jaar voor een volumieke dichtheid van de woning $V/A_T = 1 \text{ m}$. »;

c) het eerste lid, tweede streepje, wordt vervangen als volgt : "Behalve als de woning voldoet aan de technische criteria bedoeld in artikel 3bis van dit besluit, mag ze niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust worden; een warmtepomp die voldoet aan de technische voorwaarden voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 5, § 1 of die deel uitmaakt van een nieuwe woning waarvoor het attest "Construire avec l'énergie" (bouwen met energie) afgegeven is, wordt niet beschouwd als elektrische verwarming;".

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 4 wordt vervangen door volgende paragraaf :

"§ 4. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 3, bevat het dossier dat de aanvrager bij de administratie indient :

1^o het behoorlijk ingevulde formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is;

2^o als de aanvrager gekozen heeft voor "Construire avec l'énergie", het attest dat door het Waalse Gewest is opgemaakt in het kader van de actie "Construire avec l'énergie", en de desbetreffende bijlagen;

3^o als de aanvrager niet gekozen heeft voor "Construire avec l'énergie" of niet beschikt over het door het Waalse Gewest afgeleverde attest "Construire avec l'énergie", een door de architect opgemaakt attest dat de datum van de voorlopige oplevering van de woning vermeldt, alsook de waarde van het niveau van de globale thermische isolatie K of het niveau van de energiebehoefte Be, vergezeld van de volgende stukken :

- het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt;
- een document met een beschrijving van de wanden van de woning;
- een nota van de architect met een beschrijving van het geplaatste verluchtingssysteem;
- een afschrift van de plannen en van de profielen van de woning;

b) artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 3bis, bevat het dossier dat de aanvrager bij de administratie indient :

1° het behoorlijk ingevulde formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is;

2° een rapport waarin melding gemaakt wordt van de maatregelen die de installateur van het ventilatiesysteem *in situ* genomen heeft, van de debieten aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen en van het systeem waarmee de debieten zijn gemeten;

3° het rapport betreffende de overeenkomstig norm NBN EN 13829 uitgevoerde test van de luchtdichtheid van de woning, hierna "blowerdoor"-test genoemd;

4° het document met de gegevens die gediend hebben voor de berekening en de desbetreffende resultaten betreffende de jaarlijkse verwarmingsvraag van de woning;

5° als de aanvrager gekozen heeft voor "Construire avec l'énergie", het attest dat door het Waalse Gewest is opgemaakt in het kader van de actie "Construire avec l'énergie", en de desbetreffende bijlagen;

6° als de aanvrager niet gekozen heeft voor "Construire avec l'énergie" of niet beschikt over het door het Waalse Gewest afgeleverde attest "Construire avec l'énergie", een door de architect opgemaakt attest dat de datum van de voorlopige oplevering van de woning vermeldt, alsook de waarde van het niveau van de globale thermische isolatie K of het niveau van de behoeften aan energie Be, vergezeld van de volgende stukken :

— een document met een beschrijving van alle wanden van de thermische verliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k) en ψ , alsook de zonnefactor van de beglazing g;

— een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de profielen van de woning;

— een nota met een beschrijving van het geïnstalleerde ventilatiesysteem.

Alle bovenvermelde gegevens worden overeenkomstig de geldende normen vastgelegd, inzonderheid die bedoeld in artikel 3bis.

Art. 10. a) In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht : in § 1, eerste lid, worden de woorden "op het grondgebied waarvan de investering verricht wordt" na de woorden "van de gasdistributienetbeheerder" ingevoegd;

b) § 2, derde streepje, wordt vervangen als volgt :

"— wat betreft de premies bedoeld in artikel 5, § 1, eerste en derde lid, bevat het dossier, als de aanvrager gekozen heeft voor "construire avec l'énergie", ook het door het Waalse Gewest afgeleverde attest "Construire avec l'énergie" en de desbetreffende bijlagen; als de aanvrager niet gekozen heeft voor "Construire avec l'énergie" of als hij niet beschikt over het door het Waalse Gewest afgeleverde attest "Construire avec l'énergie", bevat het dossier ook de volgende stukken :

* een nota met een beschrijving van het geïnstalleerde ventilatiesysteem;

* een door de architect opgemaakt attest met de waarde van het niveau van de globale thermische isolatie K of van het niveau van de energiebehoeften Be; dit attest gaat vergezeld van het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt en van een document met de beschrijving van de wanden van de woning;

* een afschrift van de plannen en van de profielen van de woning" »;

c) het vierde streepje van § 2 wordt geschrapt.

Art. 11. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 7, bevat het dossier dat de aanvrager bij de administratie indient :

— het behoorlijk ingevulde formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is;

* het origineel of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties waarop het adres van de woning waar de werken zijn uitgevoerd voorkomt;

2° een rapport waarin melding gemaakt wordt van de maatregelen die de installateur *in situ* genomen heeft, van de debieten aan de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen en van het systeem waarmee de debieten zijn gemeten;

* als de aanvrager voor "Construire avec l'énergie" gekozen heeft, bevat het dossier ook het door het Waalse Gewest afgeleverde attest "Construire avec l'énergie" en de desbetreffende bijlagen;

- als de aanvrager niet gekozen heeft voor "Construire avec l'énergie" of als hij niet beschikt over het door het Waalse Gewest afgeleverde attest "Construire avec l'énergie", bevat het dossier ook de volgende stukken ;

* een door de architect opgemaakt attest met de waarde van het niveau van de globale thermische isolatie K of van het niveau van de energiebehoeften Be; dit attest gaat vergezeld van het formulier met de berekening van de vermelde coëfficiënt en van een document met de beschrijving van de wanden van de woning;

* een afschrift van de plannen en van de profielen van de woning.

Art. 12. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 6ter worden de woorden "aan de projectnorm pr_" vervangen door de woorden "aan de norm NBN" en worden de woorden "volgens de projectnorm pr_" vervangen door de woorden "volgens de norm NBN";

b) § 6quater wordt vervangen als volgt :

« § 6quater. 1° er wordt een premie van € 250 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met manuele lading of die beide voedingssystemen toelaat, waarbij die verwarmingskachel aan de norm NBN EN 12809 voldoet, een vermogen van 5 tot 50 kW heeft en een thermisch rendement hoger dan 75 % , overeenkomstig die norm;

2° er wordt een premie van euro € 1.500 toegekend bij de installatie van een verwarmingskachel met uitsluitend automatische voeding die aan de norm NBN EN 14785 voldoet, waarbij het vermogen van die kachel kleiner is dan 50 kW, het volgens de norm NBN EN 14785 berekende thermisch rendement groter dan 75 % en de CO-uitstoot met 13 % O₂ in rookgassen kleiner dan 0,04 % qua nominaal vermogen en dan 0,06 % qua gedeeltelijke last;

a) § 6sexies, derde lid, wordt vervangen als volgt : "De premie wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag. »;

b) in paragraaf 7 worden de woorden "de behoeften aan verwarmingsenergie, niveau Be, zijn lager dan 375 MJ per m² verwarmde vloer per jaar" vervangen door de woorden : "het niveau van de behoeften aan verwarmingsenergie per m² verwarmde vloer is lager dan of gelijk aan de waarde Be max die overeenstemt met het niveau K 45, berekend volgens de methode omschreven in de bijlagen 36 tot 39 bij het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. Deze waarde Be max 45 bedraagt 372 MJ per m² verwarmde vloer en per jaar voor een volumieke dichtheid van de woning $V/A_T = 1$ m. »;

c) in § 7, vierde lid, van de Franse tekst worden de woorden "Annexe I^{re}" vervangen door de woorden "Annexe I";

d) het eerste lid van § 10 wordt aangevuld met de woorden "of stookolieverwarming";

c) er wordt een paragraaf 12 ingevoegd, luidend als volgt: "De installatie van verwarmingstoestellen moet gerechtvaardigd worden door de verwarmingsbehoeften van het gebouw. » .

Art. 13. In artikel 15, § 5, van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 17" vervangen door de woorden "artikel 18".

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De krachtens artikel 18 toegekende premies kunnen niet gecumuleerd worden met de premie toegekend in het raam van het programma AMURE. »

Art. 15. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt § 1, tweede lid, vervangen als volgt: "Als het gebouw minstens 30 % woonoppervlakte heeft, mag de audit ook uitgevoerd worden door een architect, een ingenieur-architect of een auditeur die door het Waalse Gewest erkend is voor het uitvoeren van energieaudits in de huisvestingssector, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditoren die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren. »

Art. 16. In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid, eerste streepje, vervangen als volgt: "Het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45 of minder of het niveau van de behoeften aan verwarmingsenergie per m^2 verwarmde vloer is lager dan of gelijk aan de waarde Be_{max} die overeenstemt met het niveau K_{45} , berekend volgens de methode omschreven in de bijlagen 36 tot 39 bij het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. Deze waarde Be_{max} 45 bedraagt 372 MJ per m^2 verwarmde vloer en per jaar voor een volumieke dichtheid van de woning $V/A_T = 1$ m. »

Art. 17. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden "op het grondgebied waarvan de investering verricht wordt" ingevoegd na de woorden "zijn elektriciteits- of gasdistributienetbeheerder";

a) na het eerste streepje worden de woorden "op het grondgebied waarvan de investering verricht wordt" ingevoegd na het woord "distributienetbeheerder";

c) het zesde streepje wordt aangevuld als volgt: "deze installaties worden uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de geregelende toegang tot het overeenstemmende beroep".

Art. 18. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) na het derde streepje worden de woorden "de installatie bedoeld in § 7, eerste lid," vervangen door de woorden "de installaties bedoeld in § 7, eerste en vijfde lid";

b) na het derde streepje worden de woorden ", alsook een afschrift van de plannen en de profielen van de woning" na de woorden "met de beschrijving van de wanden van de woning" ingevoegd;

c) het vierde streepje wordt geschrapt;

c) er wordt een zevende streepje toegevoegd, luidend als volgt: "De installaties bedoeld in de §§ 6^{quater}, 6^{quinquies}, 6^{sexies} worden uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de geregelende toegang tot het beroep van centraleverwarmingsinstallateur. » .

Art. 19. Artikel 24 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: "De verwarmingsinstallatie wordt uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de geregelende toegang tot het beroep van centraleverwarmingsinstallateur. »

Art. 20. In artikel 29, vijfde streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden "afgeleverd door de administratie van de gemeente waar de woning gelegen is" geschrapt.

Art. 21. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« a) in het eerste lid worden de woorden "op het grondgebied waarvan de investering verricht wordt" ingevoegd na de woorden "de elektriciteits- of gasdistributienetbeheerder";

a) in het eerste lid, eerste streepje, worden de woorden "op het grondgebied waarvan de investering verricht wordt" ingevoegd na het woord "distributienetbeheerder";

c) het vierde streepje wordt aangevuld als volgt: "De installaties worden uitgevoerd door een ondernemer die beschikt over de geregelende toegang tot het beroep van sanitairinstallateur en loodgieter. »

Art. 22. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001" vervangen door de woorden "in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006".

Art. 23. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden "of de datum van afgifte van het attest "Construire avec l'énergie" aan het eind van de tweede zin ingevoegd.

Art. 24. In artikel 34 wordt de tweede zin vervangen door volgende zin: « Dat bericht vermeldt de periode waarin de premies nog toegekend kunnen worden op basis van de datum van de factuur, van de voorlopige oplevering of van de afgifte van het attest "Construire avec l'énergie" bedoeld in artikel 33. »

Art. 25. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wat betreft de premies bedoeld in Titel II, behalve de premies bedoeld in artikel 3, artikel 3^{bis}, artikel 5, § 1, eerste en derde lid, en artikel 7, heeft de aanvrager met ingang van de factuurdatum drie maanden tijd om zijn dossier in te dienen bij de distributienetbeheerder op wiens grondgebied de investering uitgevoerd wordt, of bij de administratie, al naar gelang van het geval.

Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 3 en 3^{bis} van dit besluit, gaat de termijn van drie maanden in op de datum van de voorlopige oplevering van de woning of op de datum van afgifte van het attest "Construire avec l'énergie" als de aanvrager voor deze actie heeft gekozen.

Wat betreft de premies bedoeld in artikel 5, § 1, eerste en derde lid, alsook in artikel 7 van dit ministerieel besluit, wordt het dossier ingediend met het dossier betreffende de premie bedoeld in artikel 3 of 3^{bis} van dit besluit.

Wat betreft de premies bedoeld in Titel III, heeft de aanvrager met ingang van de factuurdatum zes maanden tijd om zijn dossier in te dienen bij zijn distributienetbeheerder op het grondgebied waarvan de investering verricht is of bij de administratie, al naar gelang van het geval. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 19 van het ministerieel besluit, gaat die termijn in op de datum van kennisgeving van de toekenning van de toelage die verkregen wordt in het raam van het programma UREBA;

b) In § 2, tweede lid, worden de woorden "Als het geheel van de gevraagde bijkomende stukken niet binnen dertig werkdagen wordt overgemaakt, wordt het dossier afgesloten" ingevoegd na de woorden "beschikt de aanvrager over dertig werkdagen om die mee te delen. »;

c) § 2 wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt: "Als de administratie de premie niet kan berekenen, wijst ze de aanvrager per post op de ontbrekende elementen die nodig zijn voor de berekening, in afwijking van het vorige lid. De aanvrager beschikt over een termijn van 45 werkdagen om ze over te maken. Als de gevraagde gegevens niet overgemaakt worden of als onvolledige gegevens overgemaakt worden, wordt het dossier afgesloten";

d) in het laatste lid van § 2 worden de woorden "of door de distributienetbeheerder, al naar gelang van het geval" *in fine* ingevoegd;

e) in § 3 :

— worden de woorden "en Titel III" na de woorden "Titel II" ingevoegd;

— wordt het tweede lid geschrapt.

Art. 26. In de Franse versie van artikel 38 van hetzelfde besluit worden de woorden "Annexe I^{er}" vervangen door de woorden "Annexe I".

Art. 27. In bijlage I bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse versie wordt het opschrift "Annexe I^{er}" "Annexe I";

b) in punt 1.b. "Energieloosing", worden de woorden "300 liter" vervangen door de woorden "150 liter";

c) in punt 1.d. "Minimale prestaties" worden na de woorden "WP-PSW installatie heeft voor de volgende voorwaarden" de volgende woorden ingevoegd :

"Warmtepomp AIRstat - sanitair warmwater :

minimale prestatiecoëfficiënt = 2,5 voor :

- buitenluchttemperatuur van 0 °C;

- een warmwatertemperatuur van 45 °C aan de uitgang van de condensator";

b) in punt 2.c. "minimale prestaties van de warmtepompen" :

1. de categorie "warmtepomp BODEMfl - BODEMfl" wordt aangevuld met volgende bepaling :

"Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden.";

2. de bepalingen van de categorie "warmtepomp BODEMwater gl - BODEMfl" worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Warmtepomp BODEMwater-BODEMwater

COP min= 3,5 voor :

— verdampingstemperatuur van - 7 °C;

— een warmwatertemperatuur van 35 °C aan de uitgang van de condensator.

"Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden;

3. de categorie "warmtepomp LUCHTfl - BODEMfl" wordt aangevuld met volgende bepaling :

« Bij gebruik van een compressor met twee snelheden of variabele snelheid kan deze waarde in halve snelheid bereikt worden. »;

e) in punt 3 "gecombineerde warmtepomp woningsverwarming - sanitair warmwater" worden de volgende woorden na "voor de volgende voorwaarden" ingevoegd :

"Warmtepomp LUCHTstat - sanitair warmwater :

COP minimum = 2,5 voor :

— buitenluchttemperatuur van 0 °C;

— een warmwatertemperatuur van 45 °C aan de uitgang van de condensator".

Art. 28. In titel III van hetzelfde besluit wordt het opschrift van het eerste hoofdstuk gewijzigd als volgt : de woorden "Hoofdstuk III. — Worden vervangen door de woorden - "Hoofdstuk I".

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2007, behalve artikel 27, dat uitwerking heeft op 1 maart 2006.

In afwijking van het vorige lid treden de artikelen 4, 5, d), 6, c), 17, c), 18, d), 19 en 21, c) en artikel 8, a) van dit besluit in werking op 1 november 2007, daar ze voorzien in de vereiste inzake de gereglementeerde toegang tot een beroep.

Namen, 6 juli 2007.